

L'HOTEL DES MILLE COLLINES EN OTAGE<sup>3</sup>

Une heure après l'attentat le 6 avril au soir alors que la nouvelle de la mort probable du président commence à circuler parmi les personnes «informées», les échanges téléphoniques se multiplient. Plusieurs personnalités rwandaises contactées préfèrent des refuges moins publics que l'hôtel des Mille Collines ou ne pensent pas utile de fuir (en particulier Landoald Ndazingwa et sa famille). A l'hôtel sont installés au bar le colonel Charles Vuckovic, attaché militaire de l'ambassade des États-Unis en poste à Yaoundé et en charge du Burundi et du Rwanda, l'équipage d'un C130 belge de la MINUAR qui devait être relevé le soir même et dont l'avion n'eut pas l'autorisation de se poser à Kanombe. Vers 11 heures, les personnels de l'hôtel qui tentaient de rentrer chez eux doivent revenir. Ils seront pris au piège pour plusieurs jours sans aucune nouvelle de leurs familles et en charge – avec courage et dévouement – de la logistique quotidienne de centaines de personnes.

Le lendemain matin, en fin de matinée, des militaires des FAR passent à la réception et épluchent le registre des clients. Ils cherchent Dismas Nsengiyaremye (prévenu la veille à Gitarama et qui a aussitôt «disparu») et se rendent ensuite à l'hôtel des Diplomates. A midi et quart, le char du général Dallaire passe devant l'hôtel en direction du Centre culturel français, il revient du PNUD et de la résidence du premier ministre assassiné. Le soir, le capitaine Mbaye ramène ses enfants à l'hôtel. A 9 heures, expression du ressentiment anti-belge régnant parmi les militaires rwandais, la salle du restaurant de l'hôtel des Mille Collines qui donne sur l'avenue de l'Armée est mitraillée. Un nouveau mitraillage à lieu peu après 11 heures, suivi d'un dernier vers 4 heures du matin. Les médias internationaux sont informés de la crainte d'une incursion armée dans l'hôtel. Les résidents belges sont particulièrement inquiets. Les personnels d'un équipage de la Sabena, apparemment habitués à survoler les malheurs locaux entraperçus au travers de leur bulle festive, sont paradoxalement les plus fragiles ; ils estiment en quelque sorte devoir bénéficier ici aussi d'un droit d'extraterritorialité, or l'hôtel est visé en tant que symbole belge. Les «militaires», américains et belges, concluent à l'impossibilité de se protéger efficacement et chacun est chargé de faire les choix qu'il juge adéquat : cave, hall des ascenseurs, couloirs ou sa propre chambre...

Le vendredi vers 6 heures, le capitaine Mbaye Diagne contacte les militaires embusqués au-dessus de l'hôtel des Mille Collines qui déclarent ne pas avoir l'intention d'y pénétrer mais aussi qu'ils ne toléreront aucune défense de la MINUAR, ni aucune évacuation. L'hôtel connaît dans la journée une arrivée massive de Pakistanais, Indiens, etc. Ayant en général tout perdu (commerces pillés), ils ont payé au prix fort les escortes qui les conduisent à l'hôtel. Quelque 800 personnes sont désormais hébergées dans l'hôtel où se sont réfugiés de nombreux Rwandais, Hutu des quartiers attaqués par le FPR et surtout personnalités sauvées par des militaires amis ou «rachetées». Au plus fort des tirs, un pseudo-photographe journaliste hollandais monte sur le toit, sort dans le parking : à chacun sa drogue !

Le samedi 9 avril, les premiers départs suscitent une atmosphère quasi hystérique. Ils ne concernent que les Américains, seuls des Allemands et des Canadiens sont autorisés à se joindre au groupe en partance vers Bujumbura par la route. N'ayant aucune confiance dans l'information selon laquelle un avion indien récupérerait à Nairobi les Asiatiques que l'armée française évacuerait, la communauté asiatique négocie avec les militaires, «anges gardiens» de l'hôtel, la «location» de véhicules blindés chargés de les escorter jusqu'à la frontière burundaise. Le rapport de force est incontournable, ils y laisseront leurs dernières ressources... L'ambassade de France informe que l'évacuation des seuls ressortissants de la CEE aura lieu le lendemain. Il faudra se rendre par ses propres moyens à l'école française Saint-Exupéry. Des contacts sont pris pour informer RFI de ne plus passer de témoignages directs de personnes réfugiées à l'hôtel et qui pourraient les mettre en danger. La veille

3. Ce texte, rédigé par A. Guichaoua, repose sur les notes prises sur place par l'intéressé et par Marc Daniel Gutekunst (responsable du cabinet-conseil «Afrique santé et environnement» à Atlanta).

après le passage sur l'antenne du témoignage de l'épouse d'un ancien ministre, réfugiée à l'hôtel, des gardes présidentiels s'étaient présentés pour s'en emparer. Une journaliste de RFI à Paris «prendra note de [notre] refus incompréhensible d'informer» et apparemment le rendra public.

Le dimanche matin, plusieurs personnes récupérées contre «rançon» auprès des militaires ou déposées par des amis semblent ne plus être présentes. D'après le personnel, des départs auraient eu lieu avec des militaires sans que l'on puisse dire s'il s'agissait de venir les sauver ou les arrêter. A 9 h 30, l'ambassade de France sollicite une liste de Rwandais susceptibles d'être évacués. A 11 heures, une tentative du général Dallaire d'évacuer les enfants d'Agathe Uwilingiyimana échoue. Vers 14 heures arrive une douzaine de militaires et de civils très agressifs. Ils recherchent les enfants du Premier ministre, Agathe Uwilingiyimana, et François-Xavier Nsanzuwera, procureur de la République de Kigali chargé en particulier de l'instruction des dossiers relatifs aux assassinats d'Emmanuel Gapyisi et de Félicien Gatabazi<sup>4</sup>. Le capitaine Mbaye parlera longtemps avant d'obtenir qu'ils ne quittent l'hôtel bredouilles peu avant 15 heures. Juste après leur départ arrive le ministre de la Défense, Augustin Bizimana, «en visite improvisée». D'une mauvaise volonté évidente, celui-ci déclarera n'avoir aucune autorité sur les troupes puisqu'il n'aurait pas prêté serment comme les autres ministres. Après avoir, en «plaisantant», demandé à son escorte de se saisir de Jean Hélène, journaliste de RFI et du *Monde* considéré, d'après ses propos, comme un élément «FPR pur sang» qui sollicitait une interview, il affirme que tous les barrages sont levés à Kigali, sauf ceux de la gendarmerie et promet l'envoi d'une escorte pour 17 heures afin de se rendre à Nyamirambo récupérer des expatriés en difficulté. Celle-ci ne viendra pas. A 17 heures, peu avant la nuit, l'ambassade de France en charge de l'évacuation de «tous les étrangers», demande de quitter l'hôtel des Mille Collines et de gagner l'École française par [nos] propres moyens et sans escorte. Refus et report au lendemain. «La France prend en charge les résidents étrangers, tous les étrangers ; les Rwandais sont du ressort des Belges, ils restent les derniers, ce sont eux qui doivent faire le nécessaire».

Réfugiés par nécessité dans l'hôtel, les membres de la Croix-Rouge belge vont passer la nuit à démontrer leur savoir-faire opérationnel en recensant individus et véhicules. L'hôtel héberge alors 166 étrangers et plus de 300 Rwandais (nombreux sont ceux qui ne figureront sur aucune liste par sécurité ou sous de faux noms). Tard le soir arrive un prêtre canadien accompagné d'un Zaïrois, ils étaient cachés depuis plusieurs jours dans la «brousse» et sont ramenés par une patrouille militaire. Le dédommagement est de 3 000 francs rwandais, le «tarif» le plus faible au cours de notre séjour... (en fait uniquement «les frais de fonctionnement» : l'essence, la bière), dans la journée on était monté à 25 000 pour un industriel ou pour un avocat sans valeur marchande autre qu'ethnique, 100 000 francs par contre pour un «opposant» le même jour.

11/4 : A 5 h 30 tous les étrangers sont prêts. Il faudra pourtant attendre deux heures avant de donner le signal de départ. La question des Rwandais est au centre des discussions avec l'ambassade de France. Il faut rediscuter l'accord de la veille concernant les «cinq enfants», celui de la nourrice et surtout le dossier du procureur de la République et de son épouse. Après plusieurs rappels, le refus est catégorique, la mise en garde est claire : ils seront refoulés à l'entrée de l'École française au cas où il nous viendrait à l'idée de les cacher dans un coffre de voiture. Dernier contretemps, l'ambassade de Belgique demande à 7 heures que ses ressortissants restent à l'hôtel pour être évacués ensuite par des troupes belges ! Refus. Le départ des étrangers de l'hôtel des Mille Collines vers l'École française aura finalement lieu vers 7 h 30, suivi à partir de 10 heures du transfert à l'aéroport. Seuls sont restés quelques journalistes, l'un à la dernière minute se ravise, dit qu'il veut filmer le convoi : aussitôt arrivé à l'École française, il demandera à figurer sur les listes des évacués.

4. Tout comme Alphonse-Marie Nkubito, le procureur de Kigali est une personnalité d'opposition marquée. Auteur d'un pamphlet particulièrement décapant sur la justice rwandaise, il s'était aussi engagé publiquement sur le dossier des complicités dont bénéficiaient les trafiquants internationaux de drogue au niveau le plus élevé du pouvoir.

A l'École française, le cas du procureur Nsanzuwera est abordé avec les militaires français qui acceptent spontanément de retourner le chercher à l'hôtel sous escorte. L'officier contacté demande néanmoins que l'accord préalable de l'ambassadeur soit obtenu, je suis conduit à l'ambassade pour l'obtenir. Avec le nonce apostolique, nous demanderons ensemble à être reçus et proposons qu'en cas de refus de l'évacuer<sup>5</sup>, il puisse au moins être amené dans les locaux de l'ambassade : nous ne serons pas reçu. «La réponse de M. l'Ambassadeur est inchangée, aucun Rwandais ne peut être évacué». La veille au soir, la réponse était : «Il n'y a plus de place à l'ambassade de France».

Les responsables de la délégation de la CEE et le directeur de l'hôtel, Cornelis Bik, quitteront les lieux vers 17 heures, l'hôtel passe alors sous la gestion de Paul Rusesabagina, de nationalité rwandaise précédemment directeur de l'hôtel des Diplomates. Arrivée de notre Transall à Bujumbura vers 13 heures.

Le nonce apostolique est évacué vers 17 heures sur Bujumbura. Il y arrive peu avant notre embarquement et confirme qu'il n'a pas été possible d'aller récupérer le procureur.

Pour une large part ensuite, l'hôtel des Mille collines va rester associé aux efforts faits pour mettre à l'abri les personnalités qui s'y sont réfugiées.

Le mardi 12, F.-X. Nsanzuwera est joint au téléphone, il indique que l'ambassadeur belge J. Swinnen, lui-même sur le départ avec les derniers représentants belges n'est pas en mesure de «bouger» pour le récupérer. Après le départ des étrangers, la capitale sera livrée aux militaires et miliciens et le capitaine Mbaye Diagne va devoir attendre le samedi 16 pour organiser une tentative de récupération aux Mille Collines. Le général Dallaire réussit à récupérer 10 personnes, mais F.X. Nsanzuwera reste introuvable sous les différentes identités que nous lui communiquons. 14 casques bleus sont postés devant les Mille Collines, mais doivent se replier dès le soir. Le dimanche ou le lundi 18, F.X. Nsanzuwera laissera un message sur le répondeur téléphonique, désespéré, indiquant qu'il a bien été informé de la visite de Dallaire mais qu'il n'a pu sortir pour le rejoindre. La MINUAR est informée qu'il est encore en vie, mais le quartier de l'hôtel est l'objet d'affrontements violents entre FAR et FPR, et l'officier de la MINUAR joint indique qu'il est impossible de renouveler l'opération du samedi.

Le 30 avril arrive un nouveau fax :

«Je n'ai pu vous atteindre car l'hôtel est maintenant coupé du monde. nous survivons sans nourriture. Nous puisons le matin dans la piscine avec les bacs qui servent de poubelle dans la chambre. Nous vivons dans l'angoisse quotidienne d'être envahi par les bandes d'assassins qui courent dans la ville. Nous survivons grâce à l'intervention d'un petit nombre d'officiers supérieurs surtout de la gendarmerie qui estiment que ce génocide doit s'arrêter. Mais si la pression du FPR continue, j'ai peur que la vie des gens réfugiés dans cet hôtel ne sera pas sauvegardée. Nous avons demandé que l'on nous ouvre un corridor de fuite vers un pays limitrophe mais cette chance nous a été refusée. Continuez à intervenir pour nous. Que Dieu vous aide».

La tentative suivante aura lieu le 3 mai pour 62 réfugiés de l'hôtel des Mille Collines parmi lesquels bien entendu F.X. Nsanzuwera et son épouse Immaculée, François Habiya-kare (ex-ministre de la Fonction publique), la famille du directeur de l'hôtel... Le convoi, malgré la double protection de la MINUAR et des FAR-Gendarmerie, sera attaqué par des miliciens *Interahamwe* devant la station d'essence ERP vers le quartier industriel au coin de la route à quatre voies qui passe devant le Kigali Night. Le général Dallaire avait pourtant, semble-t-il, donné des instructions précises de riposter en cas d'attaque. Tous les passagers sont descendus et assis au sol sous la menace des miliciens. Aux différents appels que recevra le QG de la MINUAR la même réponse sera donnée : le convoi est en route vers l'aéroport où un avion est prêt à décoller pour Nairobi... Les informations transmises par

5. De retour à l'École française, nous apprendrons, par la personne même qui «a pris la décision» à l'ambassade, que la demande de F.-X. Nsanzuwera n'a pas été prise en compte puisque, d'après les fax que nous avons transmis la veille et les lettres d'appel au secours de l'intéressé, il demandait l'asile politique à la Belgique et non à la France !

Paul Rusesabagina contredisent l'optimisme affiché. Sollicité, M. Bruno Delaye, responsable de la cellule africaine de l'Élysée fera joindre par un général et un colonel français de l'état-major, le général Augustin Bizimungu, commandant des FAR à Kigali. Vers 19 heures, les 62 personnes regagneront l'hôtel, «sauvées in extremis» par l'intervention d'A. Bizimungu qui accompagnera lui-même le convoi. Sept d'entre elles ont été blessées, dont F.X. Nsanzuwera à la tête.

Le mercredi 11 mai, de nombreux membres de la milice et militaires font une entrée en force à l'hôtel pour profiter des «échanges» d'otages qui se profilent, les effectifs passent à quelque 500 personnes. Après une ferme demande de la France auprès de la MINUAR pour qu'elle assure la protection de l'hôtel, le FPR condamne vivement les ingérences de la France.

Jeudi 12/5 : Rencontre à Kigali entre le haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, José Ayala Lasso, et le général Augustin Bizimungu, l'accord de l'état-major rwandais est obtenu pour une évacuation de l'hôtel des Mille Collines, mais à nouveau il n'engage pas les milices demandant que «tous les ressortissants» (c'est-à-dire y compris leurs propres familles) soient évacués. Le vendredi 27 mai, finalement 240 civils hutu et tutsi seront «échangés», les uns se rendant dans les zones FPR, les autres accompagnant les miliciens dans leur fuite. F.X. Nsanzuwera et son épouse font partie du lot. Il ne sera plus possible alors d'obtenir de ses nouvelles malgré les contacts tentés par l'intermédiaire du bureau bruxellois du FPR ou de la MINUAR.

Le 31/5, il fait partir un courrier qui parviendra en Europe le 22 juin : «J'ai eu la chance de sortir du cauchemar de l'hôtel des Mille Collines. Je suis dans un camp de réfugié dans la zone du FPR. Nous ne craignons plus d'être tués par les soldats rwandais et les miliciens *Interahamwe* (...)». Il demande à pouvoir gagner Nairobi puis Bruxelles. Le même jour, son plus fidèle et efficace intercesseur, le capitaine Mbaye Diagne est tué par un obus du FPR.

Le 16/6, Seth Sendashonga, lors d'une communication téléphonique, confirme que F.X. Nsanzuwera est bien remis de ses blessures, mais qu'«il n'a pas émis le souhait de quitter le territoire rwandais». Le 19/6, Jacques Bihozagara, responsable des relations internationales auprès du bureau du FPR de Bruxelles, et Théogène Rudasingwa, secrétaire général du FPR, saisis du dossier Nsanzuwera, s'engagent sur le principe de le laisser gagner la Belgique («si telle est toujours son intention») dès réception des autorisations de la part des autorités belges. Le 7 juillet, le dossier des Affaires étrangères belges, muni d'une attestation de l'université d'Anvers lui accordant une bourse de 30 000 francs belges pour l'année universitaire à venir, est complet. En a-t-il été informé sur place ? Non...

Vendredi 17/6 : Attaque de l'hôtel des Mille Collines par un groupe de miliciens en représailles à la libération par le FPR des otages de l'église de la Sainte-Famille. Sans l'intervention ferme de la MINUAR, l'hôtel aurait connu un véritable carnage.

Le 4 juillet, l'hôtel des Mille Collines sera finalement libéré.

Après son retour à Kigali le 18 juillet, A. Nkubito retrouve F.X. Nsanzuwera fortement déprimé, sans villa – elle est occupée par des cadres du FPR – et sans aucune ressource. Il a depuis repris ses fonctions de procureur : «Nous apprenons à vivre de nouveau après avoir tout perdu». «Nous avons beaucoup souffert, mais nous envisageons l'avenir avec sérénité», «chaque Rwandais a la volonté de reconstruire le Rwanda» (1/9). Il est chargé de suivre le dossier instruit par les instances internationales sur le génocide.